

Samedi, la quatrième édition du festival Alternatiba Léman s'est tenue à Genève. Une journée durant laquelle les 124 associations présentes ont pu aller à la rencontre du public. Reportage

Un bastion des initiatives locales

CÉCILE RACINE

Climat ► Samedi dès dix heures du matin, convaincus et curieux se sont pressés dans les allées du parc des Bastions, à Genève, pour découvrir les nombreux stands dressés à l'occasion du quatrième festival des initiatives locales pour le climat Alternatiba Léman. Sous un soleil changeant, familles, jeunes et moins jeunes ont pu découvrir le programme et les engagements de nombreux intervenants.

Pour tous ceux dont la visite commence depuis la place de Neuve, le premier arrêt est forcément pour le stand de Jérôme, qui transforme l'aspect habituel de l'entrée du parc en l'agrémentant de grands bacs de terreaux où poussent des plantes aussi bien comestibles que décoratives. Un jardin urbain mobile et participatif, que Jérôme aimerait bien étendre à plus large échelle. «J'espère pouvoir bientôt monter une association et créer d'autres bacs.» Enseignant d'art plastique, il se voit bien intégrer le projet dans son programme pédagogique, voire s'en servir comme outil d'enseignement transversal: «J'aimerais travailler de concert avec les enseignants de science et de cuisine pour que les enfants soient acteurs à toutes les étapes.»

«Des alternatives existent»

En poursuivant la visite, les festivaliers sont confrontés à une offre pléthorique de projets locaux pour le climat. Si l'alimentation est souvent au cœur des projets, d'autres domaines moins évidents sont aussi mis en avant, par exemple l'informatique. Au stand d'Itopie, une affiche résume bien cette méconnaissance du grand public envers les enjeux écologiques et éthiques qu'elle soulève: «Vous



Au parc des Bastions, les festivaliers ont été confrontés à une offre très variée de projets locaux pour le climat. PATRICK LOPRENO



triez vos déchets, vous mangez bio et local, vous prenez le vélo... et votre matériel informatique?» Samuel est membre de la coopérative pour une informatique durable et citoyenne. Il explique: «J'ai souvent constaté que des personnes très engagées pour l'environnement dans leurs habitudes de consommation alimentaire n'avaient aucune idée de l'impact de leur téléphone mobile ou de leur ordinateur.» Un impact bien sûr écologique, avec une obsolescence programmée qui pousse à la surconsommation, mais aussi éthique, de par les conditions de production et d'extraction des matériaux. La gestion des données personnelles par les grandes entreprises pose aussi

un problème dont bien peu de gens sont réellement conscients. «Les citoyens lambda ne se font pas confiance en matière d'informatique, ils ont l'impression que c'est trop complexe, alors que des alternatives existent.» Pour Samuel, une meilleure consommation informatique passe par un rapprochement entre informaticiens et utilisateurs, d'où l'importance de structures comme Itopie, qui proposent des formations dans les logiciels libres, réparent les ordinateurs et vendent des modèles d'occasion.

Une fois arrivé au mur des Réformateurs, les festivaliers, qui en savent déjà plus sur la diversité de formes que peut prendre l'engagement local

pour le climat, peuvent s'accorder une pause gastronomique aux stands de nourriture. Au menu: burgers végétariens, cakes véganes, boissons au chanvre, et quantité d'autres plats qui ont tous en commun la particularité d'être préparés avec des ingrédients bios et locaux. Ici comme dans l'ensemble du festival, on règle sa consommation de préférence en lémans, monnaie locale du bassin lémanique transfrontalier, qu'on peut se procurer facilement au stand de change.

Présenter par le jeu

Plus loin, le festival se poursuit avec des stands sur la solidarité internationale, la consommation responsable, l'énergie, le

recyclage, l'habitat et même le bien-être ou la communication non violente. Souvent, c'est par le jeu que les associations présentent leurs activités: pédaler pour actionner un mixeur et créer son propre *smoothie*, deviner à l'odeur la plante aromatique que contient un bocal opaque, participer à un jeu de plateau pour mieux comprendre la gestion des déchets, ou encore coller des pastilles de couleurs pour indiquer quels sont les gestes pour le climat qui sont les plus simples ou les plus exigeants pour nous.

Nombreux sont les stands qui s'engagent sur le plan politique en proposant de signer des initiatives ou de voter en faveur de la souveraineté alimentaire (lire en

page 3). Les branches genevoises d'ONG internationales comme Public Eye, Sortir du nucléaire ou Greenpeace sont présentes, mais aussi des organismes suisses comme l'Association transports et environnement (ATE) ou Pro Vélo. En tout, quelque 124 stands présentent des initiatives locales pour le climat dans tous les domaines envisageables. Au-delà de la protection de l'environnement, l'enjeu est aussi de «remettre l'être humain au centre», selon les termes de Samuel, ou permettre aux citoyens de se reconnecter avec la nature et eux même. Un objectif pour lequel Alternatiba Léman s'est engagé pendant toute une semaine, au travers de conférences et de débats. I

La Suisse et la France reliées



Léman Express. La jonction des rails entre les chantiers suisse et français du Léman Express a été effectuée vendredi. Une journée que les autorités des deux pays ont célébrée, soulignant sa valeur symbolique. Le futur RER entrera en service fin 2019.

«C'est un mélange de joie et de fierté, comme un enfant que l'on attendait depuis quinze ans», a souligné le président du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez. Du côté gene-

vois, le conseiller d'Etat Serge Dal Busco a insisté sur ce moment historique et ce Léman Express qui va tant apporter à toute une région. La cérémonie de soudage des rails s'est déroulée sous la rivière du Foron, qui délimite la frontière entre Thônex (GE) et la commune française de Gaillard. Il y a deux ans, c'est la jonction des deux tunnels, l'un arrivant de France et l'autre de Suisse, qui avait été célébrée au même endroit. **ATS/JPDS**

La droite impose l'ouverture dominicale des commerces

Grand Conseil ► Les commerces genevois seront ouverts trois dimanches par an. La majorité de droite du Grand Conseil a voté vendredi un projet de loi qui fait fi de l'existence d'une CCT étendue dans le secteur, exigence voulue par les Genevois en votation populaire.

En novembre 2016, le contre-projet à l'initiative des syndicats «Touche pas à mes dimanches!» a été accepté. Il autorise l'ouverture des commerces le 31 décembre, férié à Genève, ainsi que trois dimanches par an pour autant qu'il existe une convention collective de travail (CCT) étendue dans la branche. Or les syndicats ont dénoncé cette CCT la même année.

Alors que les discussions entre le patronat et les syndicats sont au point mort, le projet de loi du PLR vise à permettre l'ouverture des magasins trois dimanches par an en remplaçant la CCT par le respect des usages

dans la branche. Les employeurs ne pourront pas se passer de l'accord des employés qui recevront une compensation de 100%. La loi est limitée dans le temps jusqu'en 2020.

La gauche a combattu ce projet de loi traité en urgence. Pour la députée d'Ensemble à gauche Jocelyne Haller, rapporteuse de minorité, ce texte trahit la volonté populaire, favorable à une protection des employés. Isabelle Pasquier des Verts a plaidé pour la médiation plutôt que la confrontation, tout en relevant que le tourisme d'achat n'est pas lié aux horaires mais aux prix.

Au final, la loi a été adoptée par 54 oui, contre 36 non. La gauche et les syndicats lanceront un référendum la semaine prochaine. S'il n'aboutit pas, la loi entrera en vigueur avant la fin de l'année, permettant l'ouverture des commerces certains dimanches. **ATS**

Mesures en vue pour la CPEG

Prévoyance ► La situation de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG) reste préoccupante. Le comité de l'institution a indiqué vendredi qu'en l'absence d'un redressement rapide des mesures devront être adoptées au 1^{er} janvier 2020 afin de rétablir l'équilibre financier de la caisse.

Les mesures structurelles envisagées pour 2020 consistent en une baisse de prestations de l'ordre de 10%, a fait savoir le comité de la CPEG dans un communiqué. Le 1^{er} janvier dernier, l'âge pivot avait déjà été élevé d'une année, ce qui correspond à une diminution de prestations d'environ 5%.

La CPEG souffre depuis ses débuts, en 2014, d'un défaut de capitalisation hérité du passé, a rappelé son comité. La CPEG est d'ailleurs «toujours la caisse publique la plus faiblement capitalisée en Suisse», avec un taux de couverture de 61% à la fin 2017, contre une moyenne de 82%. **ATS**

FRAIS DE GARDE

HAUSSE DE LA DÉDUCTION
A Genève, les familles pourront déduire les frais de garde de leurs enfants de leur déclaration fiscale à hauteur de 25 000 francs par an. Par 57 oui, contre 40 non, le Grand Conseil a décidé d'augmenter ces déductions, comme le demandait un projet de loi du PLR. La gauche et le Conseil d'Etat étaient opposés à ce projet de loi **ATS**

CINÉMA

HISTOIRE D'UNE GRÈVE AU TESSIN

Dans le cadre du programme Métro Boulot Kino, *Le salaire nié*, documentaire de Danilo Catti, sera projeté mardi à Fonction: cinéma. Ce film raconte la grève menée huit jours durant en 2015 par des employé-e-s d'une entreprise de Mendrisio, au Tessin. **MOP**
Ma 25 septembre à 19h à Fonction: cinéma, 16, rue Général-Dufour. www.metroboulotkino.ch